Commune des Avirons

Extrait N° 11 / du procès-verbal des délibérations du Conseil Municipal

---

Séance ordinaire du 06 novembre 2015

L'an deux mil quinze, le 06 novembre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Commune des AVIRONS, légalement convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de **Monsieur Michel DENNEMONT, Maire.**

NOTA :

Le Maire certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la Mairie le 19 NOV. 2015 que la convocation du Conseil a été faite le **28 octobre 2015** et que le nombre des membres en exercice étant de **33**, le nombre des membres présents est de **28**.

Le Maire,

MAIRIE DES AVIRONS ★ DE LA RÉUNION ★

Présents : M. MONDON René – Mme BAILLIF Line Rose – M. LESQUELIN Jean Hugues – Mme LUCAS Roseline – M. ESCHYLE Gilles – Mme CADAS Isabelle – M. BENARD Alex – Mme MARCHAND Gladys – M. RIVIERE Raphaël – Mme MEZINO Sylvaine – Mme HEBERT Monique – M. VLODY René – M. CASSAGNABERE Patrick – M. RIVIERE Lucien – Mme RIVIERE Suzette – Mme JULLIEN Marie-Josée – M. FERRERE Frédo – Mme ABELARD Isabelle – Mme LESQUELIN Nadia – M. RIVIERE Olivier – Mme DEVEAUX ép. GRONDIN Lydia – Mme HOARAU Annie – M. FORT Paul – Mme CADERBY Colette – M. SERMANDE Jean-Pierre – M. DENNEMONT Jean Daniel – Mme BRABANT VICTOIRE Fabienne.

Absents : Mme SILOTIA Natacha.

Procuration : M. PAYET Fabrice a donné mandat à Mme BAILLIF Line Rose – **M. FRINGUE Mikaël** a donné mandat à Mme LESQUELIN Nadia – **Mme BARET Liliane** a donné mandat à M. BENARD Alex – **M. CANTINA Pierrot** a donné mandat à M. DENNEMONT Jean Daniel.

Secrétaire : Le Maire propose la candidature de **Madame DEVEAUX ép. GRONDIN Lydia** comme **secrétaire de séance.** Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'unanimité, DEVEAUX ép. GRONDIN Lydia est désignée pour en assurer les fonctions.

- ✓ **M. RIVIERE Lucien** a quitté la salle à la mise en discussion de l'affaire n° 2.
- ✓ Il a réintégré la salle à la mise en discussion de l'affaire n° 3.

& &
&

AFFAIRE N° 11 / SPL Avenir Réunion

- o Rapport du mandataire Exercice 2014

61, avenue Général de Gaulle – B.P. N°2 - 97425 LES AVIRONS
Tél. : 0262 38 02 66 – Télécopie : 0262 38 09 65

En application de l'article L1524-5 du CGCT, le Conseil Municipal doit se prononcer sur le rapport annuel du représentant de la commune au Conseil d'administration de la SPL Avenir Réunion.

Le document correspondant est joint au présent rapport.

Après discussions, le Conseil Municipal prend acte du rapport annuel du représentant du conseil d'administration de la SPL pour l'exercice 2014, tel que joint en annexe.

Et les membres ont signé.

Pour expédition conforme,

Le Maire,

MAIRIE DE SAVIRONS ★ ILE DE LA REUNION ★

SOCIETE PUBLIQUE LOCALE

SPL

Avenir Réunion

RAPPORT D'ACTIVITE 2014



SPL Avenir Réunion
Bureaux : 2, rue de Nice, 97400 Saint-Denis
Agence Environnement & Insertions :
38, rue Gustave Eiffel, ZAE Ravine des Marquets,
97419 La Possession
Tél. 02 62 97 58 58 - Fax : 02 62 57 32 96
Site internet : www.spl.re
S.A. au capital de 1 140 000,00 €
SIRET 751 385 220 00015 - APE 6820B

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE : LA VIE DE LA SOCIETE ET LA PRESENTATION DES COMPTES 2014 4

LA VIE DE LA SOCIETE 4
- L'ACTIONNARIAT 4
- LA GOUVERNANCE 5
- LES DIRIGEANTS 5
- COMMISSAIRES AUX COMPTES 5
- LES ORGANES DU CONTROLE ANALOGUE 6
- LES MOYENS HUMAINS 6
- LES AUTRES MOYENS 7

LA PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS 9
- LE COMPTE DE RESULTAT 9
- LE BILAN 13

DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE OPERATIONNELLE DE L'EXERCICE ECOULE 16

L'AMELIORATION DE L'HABITAT 16
LES MANDATS 17

TROISIEME PARTIE : PERSPECTIVES 18

QUATRIEME PARTIE : ANNEXES 19

PREMIERE PARTIE :

LA VIE DE LA SOCIETE ET LA PRESENTATION DES COMPTES 2014

LA VIE DE LA SOCIETE

Immatriculée au registre du tribunal de commerce depuis Mai 2012, l'année 2014 est le troisième exercice de production pour la Société Publique Locale Avenir Réunion (SPLAR). Celle-ci s'est inscrite en toute logique, dans la poursuite de son objet social, au travers des missions et actions suivantes pour le compte exclusif de ses actionnaires, en vue de valoriser leur patrimoine immobilier :

- ✓ Toute opération d'acquisition, de construction, de réhabilitation, d'aménagement, de gestion et d'exploitation de biens immobiliers
- ✓ Toute opération de délégation de Maitrise d'Ouvrage et de conduite d'opération, notamment dans le domaine de la mise en œuvre du développement de nouvelles constructions qui seront affectées au SDIS de la Réunion et dans le domaine des équipements sociaux et médico-sociaux
- ✓ Toute action d'ingénierie sociale, administrative, technique et financière notamment dans le domaine de la mise en œuvre de la politique d'amélioration de l'habitat
- ✓ Toute opération liée à la valorisation du patrimoine immobilier des actionnaires

L'ACTIONNARIAT

SPLAR

(Capital de 1 140 000 € divisé en 11 400 actions de 100 €)

ACTIONNAIRES	Nombre actions	Montant global	%
Département de la Réunion	5 800	580 000 €	50,88%
Commune de Saint Benoit	700	70 000 €	6,14%
Commune de Saint André	700	70 000 €	6,14%
Commune des Avirons	700	70 000 €	6,14%
Commune de Saint Leu	700	70 000 €	6,14%
Région Réunion	700	70 000 €	6,14%
Commune de Saint Pierre	700	70 000 €	6,14%
Commune de la Possession	700	70 000 €	6,14%
Commune du Port	700	70 000 €	6,14%
TOTAL	11 400	1 140 000 €	100,00%

LA GOUVERNANCE

Par délibération en date du 28 Mars 2012, le Conseil d'Administration a opté pour la séparation des fonctions de Président et de Directeur Général.

LES DIRIGEANTS

De la même manière, le Conseil d'Administration du 28 Mars 2012 a désigné :

- Le Président du Conseil d'Administration, Madame Nassimah DINDAR, représentant le Département de la Réunion,
- Le Directeur Général, Monsieur Guillaume NARAYANIN.

Limitation de pouvoirs :

Toutefois, le Directeur Général doit obtenir l'autorisation préalable du Conseil d'Administration pour toutes décisions relatives :

- au recrutement, à la détermination et à la révision des rémunérations du personnel,
- aux garanties ou sûretés données par la société,
- aux financements (hors découverts bancaires) mis en place pour la société,
- aux baux, crédit-baux immobiliers, concessions,
- aux transactions immobilières ou sur biens incorporels,
- L'adhésion à un groupement d'intérêt économique ou à tout groupement ou association pouvant entrainer la responsabilité solidaire ou indéfinie de la société,
- La fondation de société et tous apports à des sociétés constituées ou à constituer, ainsi que toute prise de participation ou cession de participation dans ces sociétés,
- Toutes opérations non visées ci-dessus dès lors qu'elles constituent un engagement supérieur à QUINZE MILLE (15.000) euros hors taxes.

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le tableau ci-dessous récapitule les mandats des commissaires aux comptes.

NOMS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	DUREE MANDAT	ECHEANCE MANDAT
Titulaire : EXA 4 Rue Monseigneur Mondon - 97400 Saint Denis	6 ans	AGO approbation des comptes 2017
Suppléant : Monsieur Norbert TRESFELS 4 Rue Monseigneur Mondon - 97400 Saint Denis	6ans	AGO approbation des comptes 2017

LES ORGANES DU CONTROLE ANALOGUE

L'attribution sans mise en concurrence de contrats à la Société par ses Actionnaires est conditionnée à l'effectivité de leur contrôle analogue.

Dans ce cadre, le Conseil d'Administration du 28 mars 2012 a mis en place un règlement intérieur déclinant le principe et les modalités de mise en œuvre du contrôle analogue des Actionnaires de la société, avec la création de deux organes de contrôle :

- Le Comité Technique et Financier, saisi pour avis, sur tout nouveau projet ou action avec un Actionnaire, avant validation par le Conseil d'Administration,
- Le Comité de Contrôle, émettant un avis (communiqué aux Actionnaires et au Conseil d'Administration) sur l'avancement des opérations en cours de la SPLAR.

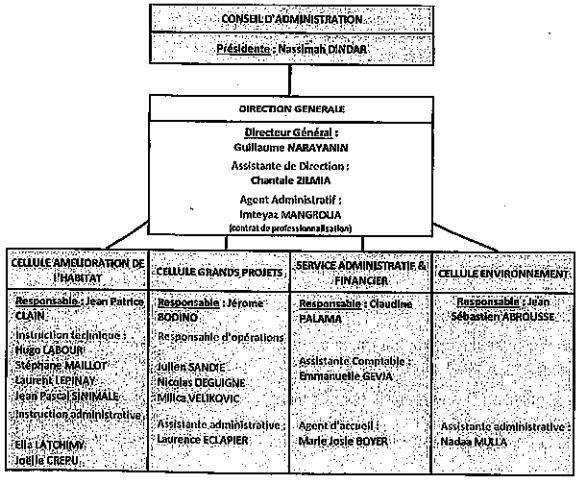
Au cours de l'année 2014, Le Comité de Contrôle s'est réuni trimestriellement et le Comité Technique et Financier a été consulté sur 4 projets d'affaires pour la Société, préalablement à leur présentation en Conseil d'Administration.

LES MOYENS HUMAINS

∘ Organisation de la société au 31/12/2014

L'organisation en place fin 2014 s'inscrit dans la continuité de celle établie depuis la création de la société et comprend une cellule administrative et financière et 3 cellules de production dédiées à chaque activité de la société :

- La Cellule amélioration de l'habitat (1/3 des effectifs),
- La Cellule Grands Projets (24 % des effectifs),
- La Cellule Environnement créée en décembre 2014, pour la mise en œuvre de la nouvelle mission confiée à la SPLAR par le Conseil Départemental, à partir de 2015.



∘ Les recrutements 2014 et les effectifs à la fin de l'exercice :

Au 31/12/2014, la SPLAR compte 21 personnes, avec d'une part, le recrutement effectif de 7 personnes et d'autre part le transfert interne d'un agent administratif de la cellule Grands Projets à la cellule administrative et Financière, pour assurer l'accueil physique et téléphonique de l'ensemble de la société.

La totalité des embauches ont eu pour objet la création de postes supplémentaires, en vue de consolider principalement les équipes de production, avec le recrutement des postes suivants :

- 2 responsables d'opérations et 1 agent administratif pour la cellule Grands Projets,
- 2 personnes pour la mise en œuvre de la nouvelle activité environnement, le responsable ainsi que l'assistante de ladite cellule,
- 1 agent d'accueil au sein de la cellule administrative et Financière,
- 1 agent administratif en appuie de la Direction Générale.

Par ailleurs, il faut souligner la mise en œuvre de 3 contrats aidés, au titre des recrutements 2014 :

- 2 contrats CAE DOM,
- 1 contrat de professionnalisation.

Ainsi, l'effectif en équivalent temps plein sur l'année est de 16.40 salariés dont 43 % pour l'Amélioration de l'Habitat.

EFFECTIF*	DIRECTION GENERALE	AMELIO HABITAT	GRANDS PROJETS	SAF	ENVIR	TOTAL
au 01/01/2014	3	7	2	2	-	14
en ETP	3,00	5,50	1,42	1,88	-	11,80
en %	*25%*	*47%*	*12%*	*16%*	*0%*	*100%*
Entrant 2014	1		4	1	2	8
Sortant 2014	-		*1*	-		1
au 31/12/2014	4	7	5	3	2	21
en ETP	3,08	7,00	4,19	2,05	0,08	16,40
en %	*19%*	*43%*	*26%*	*13%*	*0%*	100%

y/c mandataires sociaux & intérimaires

LES AUTRES MOYENS

∘ Les investissements 2014 :

Près de 36 000 € d'investissements de fonctionnement ont été réalisés en 2014 ; ce qui représente 29 % des investissements totaux réalisés par la société depuis sa création.

Ces nouvelles acquisitions correspondent principalement à l'équipement et l'agencement de l'extension des bureaux ainsi qu'à l'équipement nécessaire à l'installation des nouvelles embauches sur l'exercice. Ainsi, en fin d'exercice 2014, les investissements de la Société se montent à 125 844 €, amortis à hauteur de 35 %.

Investissements de fonctionnement (en €)	2012	2013	2014	Total	%
Logiciel	7 680	44 707	11 704	64 091	51%
Matériels informatiques et Mobiliers de Bureau	35 132	2 392	18 185	55 709	44%
Agencement et Aménagement Divers	-	-	6 044	6 044	5%
Total	**42 812**	**47 099**	**35 933**	**125 844**	

- **Le parc véhicules de la Société :**

Le parc auto de la Société comprend 11 véhicules au 31/12/2014, soit 2 véhicules supplémentaires sur l'année.
L'ensemble du parc représentant une valeur de 164 798 € en fin d'exercice, a été financé par crédit-bail sur une durée de 4 à 5 ans.

- **Les bureaux de la SPLAR :**

Compte tenu de l'accroissement de sa production et de ses effectifs, la SPLAR a opté en début d'année 2014 pour l'extension du bail actuel au titre de la location des bureaux sis 12 Rue de Nice – Saint Denis, à une surface plus grande, localisée à la même adresse. Elle a pu disposer ainsi globalement de près de 290 m2 de bureaux, pour développer ses activités.

LA PRÉSENTATION DES COMPTES ANNUELS

Nous vous proposons de vous présenter dans cette partie du rapport de gestion **les résultats les plus significatifs,** dans les domaines comptables et financiers.

Les comptes annuels de l'**exercice clos le 31 décembre 2014** ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

L'activité de la société se solde pour son premier exercice par **un résultat bénéficiaire de 343 492,86 €.**

LE COMPTE DE RESULTAT

- **Compte de résultat synthétique**

POSTES	EXERCICE 2013 (MT en €)	EXERCICE 2014 (MT en €)	évolution en €
Chiffre d'affaires	1 202 313	1 643 560	441 246
Subvention d'exploitation	-	5 807	5 807
Reprise DAP, transfert de charges	-	4 039	4 039
Autres produits	895	805	- 90
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	1 203 208	1 654 210	451 002
Achat et fournitures	-	-	-
Sous - traitance	-	-	-
Autres achats externes	207 758	389 261	181 503
Impôts & taxes	18 667	15 963	- 2 704
Frais de personnel	411 615	589 078	177 463
Charges sociales	110 958	159 307	48 349
Amortissements & provisions	18 295	22 512	4 217
Autres charges	16 261	30 506	14 245
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	783 554	1 206 627	423 073
RESULTAT D'EXPLOITATION	**419 655**	**447 584**	**27 929**
Produits Financiers	22 371	66 953	44 582
Charges Financières	2 990	2 501	- 489
RESULTAT FINANCIER	**19 381**	**64 452**	**45 071**
RESULTAT COURANT	**439 036**	**512 036**	**73 000**
Produits exceptionnels	-	-	-
Charges exceptionnelles	3 540	33	- 3 507
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**- 3 540**	**- 33**	**3 507**
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**344 843**	**343 493**	**- 1 350**

Il faut souligner le résultat 2014 à un niveau quasi-identique de celui de l'année précédente.

Cette performance est la résultante de deux facteurs, à savoir l'amélioration du résultat d'exploitation et du résultat financier, qui a permis de compenser la hausse de l'impôt sur les sociétés et de maintenir le résultat net de l'exercice à près de 344 000 €, ce qui représente environ 21% du chiffre d'affaires de l'année (contre 29% en 2013).

- ✓ En effet, l'augmentation du chiffre d'affaires 2014 (soit près de 442 000 €) contre une augmentation moindre des charges d'exploitation a permis d'améliorer le résultat d'exploitation 2014 de près de 28 000 €, ce qui représente une évolution de + 6 .65 % par rapport à 2013.
- ✓ Par ailleurs, le résultat financier s'est amélioré de 45 071 €, grâce à l'augmentation des produits financiers générés par la rémunération du compte courant de la société.

- **Analyse détaillée des produits**

- **La répartition du chiffre d'affaires par métier :**

La livraison de 742 chantiers en Amélioration de l'Habitat en 2014 a permis de dégager une rémunération de 1 367 742 €, soit 30 % de plus que l'année précédente, sur la base d'une rémunération forfaitaire identique de 1 843 € HT par dossier.

Ainsi, l'accroissement du chiffre d'affaires « amélioration » résulte exclusivement de l'augmentation de la production (742 contre 569 chantiers livrés en 2013).

Les rémunérations de mandat, avec 275 818 €, représentent quant à elles, 16 % des produits de la société. Elles correspondent pour 2014, principalement aux phases de rémunération (57%) ainsi qu'à la validation des avants projets sommaires sur 4 projets pour le compte du Département (25%).

Les produits financiers de l'exercice prennent une part plus significative et représentent 4% des produits globaux de fonctionnement.

PRODUITS (en €)	2013	%	2014	%	évol
Amélioration de l'habitat	1 048 848	86%	1 367 742	79%	30%
Rémunération de mandat	153 465	13%	275 818	16%	80%
Autres produits d'exploitation	895	0%	10 651	1%	
Produits financiers	22 371	2%	66 953	4%	
TOTAL PRODUITS	**1 225 579**	**100%**	**1 721 164**	**100%**	**40%**

- **La répartition du chiffre d'affaires par Donneur d'ordre :**

Compte tenu de l'activité Amélioration de l'Habitat, le Département de la Réunion reste en toute logique le premier donneur d'ordre de la SPLAR, avec 88 % du chiffre d'affaires de la Société issus des contrats passés avec elle (contre 90 % en 2013).

Cependant, il est à noter une répartition plus homogène des rémunérations issues des mandats entre les donneurs d'ordre de la SPLAR, en 2014 :

38 % Commune de Saint Leu	23 % Commune de Saint André
29 % Conseil Départemental	10 % Commune du Port

- **Analyse détaillée des charges**

L'ensemble des charges de fonctionnement représente un montant global de 1 377 671 €, en 2014, avec en premier lieu, 54% de charges de personnel (charges sociales comprises).

Viennent ensuite le poste « autres achats externes » (28% des charges).

POSTES	EXERCICE 2013 (MT en €)	EXERCICE 2014 (MT en €)
Autres achats et charges externes	207 758	389 261
Impôts, taxes & versements assimilés	18 667	15 963
Salaires et traitements	411 615	589 078
Charges sociales	110 958	159 307
Dotation aux amortissements & provisions	18 295	22 512
Autres charges	16 261	30 506
Charges financières	2 990	2 501
Charges exceptionnelles	3 540	33

- **Les charges de personnel : 748 385 €**

Elles se composent de 589 078 € de rémunérations brutes et de 159 307 € de charges sociales patronales représentant un taux moyen de 27% de charges.

Pour rappel, la SPLAR bénéficie de la LODEOM pour ses onze premiers salariés. A ce titre, les charges patronales ont été réduites de près de 58 776 € sur 2014.

Par ailleurs, elle a également pu bénéficier du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, instauré à partir de 2013, et dont l'objectif est de permettre aux entreprises d'améliorer leur compétitivité en diminuant le coût du travail des salariés rémunérés jusqu'à 2,5 SMIC. Le crédit d'impôt correspondant pour l'exercice 2014 se monte à 19 523 €, pour une masse salariale de 325 383 € afférente à 18 salariés.

- **Les autres charges externes :**

Ce poste regroupe l'ensemble des coûts des moyens dits « généraux » de la société et le détail des « autres achats externes » par nature de charges est récapitulé dans le tableau ci-dessous, classées par importance décroissante :

POSTES	EXERCICE 2013		EXERCICE 2014	
	(MT en €)	en %	(MT en €)	en %
Personnel MAD		0%	68 509	18%
Honoraires	24 352	12%	57 746	15%
Locations	32 863	16%	55 145	14%
Entretiens & réparations	28 154	14%	45 932	12%
Redevances de crédit-bail	32 022	15%	39 771	10%
Achats non stockés de matières & fournitures	20 725	10%	28 708	7%
Primes d'assurances	9 886	5%	21 663	6%
Achats d'études		0%	13 775	4%
Déplacements, missions & réceptions	10 929	5%	11 314	3%
Publicité, annonces & insertions, cadeaux	2 027	1%	10 835	3%
Frais postaux et de télécommunications	8 953	4%	9 403	2%
Frais de recrutement	5 011	2%	6 838	2%
Services bancaires & assimilés	2 392	1%	5 320	1%
Cotisations & concours divers	5 035	2%	4 965	1%
Personnel intérimaire	21 890	11%	4 792	1%
Achat prestations informatiques	2 700	1%	2 397	1%
Documentations	820	0%	2 150	1%
TOTAL CHARGES	**207 758**	**100%**	**389 261**	**100%**

Le poste personnel mis à disposition (MAD) représentant 18 % des autres charges externes, correspond au coût de quatre techniciens mis à disposition de la société par le Conseil Départemental sur le dernier trimestre de l'année, afin de faire face au surcroît d'activité engendré par sa demande d'engager un budget complémentaire d'investissement de 2 M€ au titre de l'amélioration de l'habitat sur l'exercice.

Par ailleurs, l'augmentation du poste 'honoraires' se justifie principalement par les diverses missions d'accompagnements dans le cadre de la mise en œuvre de la mission environnement (environ 25 000 €) ainsi que par les honoraires concernant les recrutements des responsables d'opérations sur l'année (8 600 €).

De la même manière, l'augmentation du poste 'locations' s'explique par l'extension des bureaux ainsi que la location ponctuelle de véhicules de service pour les déplacements professionnels des techniciens mis à disposition par le Département.

LE BILAN

- **Le Bilan synthétique**

La présentation ci-après du bilan de la société ventilé par activité permet une analyse pertinente de l'activité intrinsèque de la société, dont les valeurs sont présentées dans la colonne « fonctionnement ».

Les autres colonnes permettent par ailleurs d'isoler les différents flux financiers propres à chacune des autres activités de la SPLAR.

ACTIF (en €)	EXERCICE 2013			EXERCICE 2014			PASSIF (en €)	EXERCICE 2013			EXERCICE 2014		
	Fonctionnement	mandat	total	Fonctionnement	mandat	total		Fonctionnement	mandat	total	Fonctionnement	mandat	total
Immobilisation	69 981		69 981	90 803		90 803	Capital	1 140 000		1 140 000	1 140 000		1 140 000
							Réserves & report à nouveau	171 693		171 693	173 149		173 149
							Résultat de l'exercice	344 843		344 843	343 493		343 493
							Subvention investissement			-	-		-
							Provisions			-	-		-
Avance sur commande			-		214 715	214 715	Dette financières	120 000		120 000	90 000		90 000
Créances	312 395		312 395	587 760		587 760	Dettes fournisseurs	24 967	3 750	28 717	157 325	1 865 196	2 022 521
Trésorerie	1 236 186	934 999	2 161 186	1 411 946	2 835 531	4 247 477	Mandants		931 249	931 249		1 185 050	1 185 050
Charges constatées d'avance	16 378		16 378	15 740		15 740	Autres dettes fiscales & sociales	166 827		166 827	202 281		202 281
										-			-
TOTAL ACTIF	1 624 943	934 999	2 559 942	2 106 249	3 050 246	5 156 495	TOTAL PASSIF	1 624 943	934 999	2 559 942	2 106 249	3 050 246	5 156 494

Le bilan global représente un total de 5.16 M€ dont 55 % relatif à l'activité « mandats » et traduisant le solde disponible au 31/12/2014 des avances de trésorerie effectuées par les mandants dans le cadre des contrats en cours. Cette trésorerie disponible est à rapprocher des dettes fournisseurs en fin d'exercice au titre des mandats, soit 1 865 196 €. L'avance à court terme au titre de cette activité serait en définitive de 1 185 050 €, après paiement des échéances, ce qui représente 2.4% des budgets d'investissement en mandat.

Enfin, la trésorerie propre de la société se monte à 1 411 946 € et représente 85 % des capitaux propres de la société.

- **Le financement de l'activité 2014**

Les analyses qui suivront portent exclusivement sur les données issues de la colonne "fonctionnement" du bilan. Ces analyses permettent d'évaluer la santé financière de la société et de juger de son potentiel de développement.

ACTIF FONCTIONNEMENT (en €)	2013	2014	PASSIF FONCTIONNEMMENT (en €)	2013	2014
			Capital social (MT Versé)	1 140 000	1 140 000
			Réserves & report à nouveau	-171 693	173 149
			Résultat de l'exercice	344 843	343 493
			Situation nette	**1 313 149**	**1 656 642**
Immobilisations	69 981	90 803	Subvention d'investissement	-	-
			Fonds propres	**1 313 149**	**1 656 642**
			Provisions pour risques & charges	-	-
			Dette à long et moyen terme	120 000	90 000
TOTAL Emploi stables	**69 981**	**90 803**	**Total Ressources stables**	**1 433 149**	**1 746 642**
Avance sur commande	-	0	**Fonds de roulement (ressources stables - emploi stables)**	**1 363 168**	**1 655 839**
Créances	312 395	587 760	Dettes fournisseurs	24 967	157 325
Autres Créances	-	-	Autres Dettes	166 827	202 281
Charges constatées d'avan	16 378	15 740			
Total emploi cycliques	**328 774**	**603 500**	**Total ressources cycliques**	**191 794**	**359 607**
TRESORERIE	**1 226 188**	**1 411 946**	**Besoin en fonds de roulement (emploi cycliques- ressources cycliques)**	**136 980**	**243 894**
TOTAL	**1 624 943**	**2 106 249**	**TOTAL**	**1 624 943**	**2 106 249**

- **Les capitaux propres :**

Le bilan d'une entreprise s'interprète en première analyse comme l'inventaire de tout ce qu'elle possède (l'actif) et de tout ce qu'elle doit à des tiers autres que les actionnaires (dettes à long, moyen et court terme). La différence entre ce qu'elle possède et ce qu'elle doit, c'est-à-dire son patrimoine net, constitue en première analyse ce que le bilan modèle appelle les *capitaux propres* de l'entreprise.

Les capitaux propres de la SPLAR au 31/12/2014, sont constitués en premier lieu des apports de ses Actionnaires (69% des capitaux propres). Ils comprennent également les résultats non distribués de la société pour un montant de 516 642 €, ce qui représente 45 % du capital social.

- **Le fonds de roulement :**

Le Fonds de Roulement est l'excédent de ressources stables, par rapport aux emplois durables, utilisé pour financer une partie des actifs circulants.

L'ensemble des investissements lourds d'exploitation (équipements informatiques, logiciels, mobiliers, parc véhicules) ont été financé soit par emprunt, soit en crédit-bail ou location longue durée.

Ainsi, la faible part d'investissement en direct par la Société pour les frais d'exploitation a permis de préserver la liquidité des capitaux propres, permettant ainsi le financement d'une partie des besoins de l'exploitation.

- **Le besoin en fonds de roulement :**

Il exprime le besoin de l'entreprise pour le financement de son exploitation.

Il représente un montant de 243 894 € pour l'exercice écoulé.

DEUXIEME PARTIE :

L'ACTIVITE OPERATIONNELLE DE L'EXERCICE ECOULE

◦ L'AMELIORATION DE L'HABITAT

Dans le cadre de sa politique de lutte contre l'habitat indigne, le Département a missionné la SPLAR pour assurer certaines de ces missions dans le cadre d'une convention de prestations intégrées, renouvelé en 2013 pour les années 2014 et 2015.

L'exercice 2014 a été marqué par une augmentation importante de notre production amélioration (+ 30%), à la demande expresse de notre donneur d'ordre. En effet, celui-ci a souhaité mettre en œuvre un plan de résorption du stock ancien et y a consacré près de 2 M€ de budget supplémentaire, sur l'année écoulée.

Ainsi, l'ensemble des ratios de la production 2014 a été directement impacté par cette décision.

➢ La production 2014 :

- ✓ 1 894 dossiers enregistrés à la SPLAR (instruits et non instruits)
- ✓ 1 053 dossiers de demande d'aide qui ont été diagnostiqués
- ✓ 772 familles qui ont bénéficié d'une subvention
- ✓ 742 chantiers qui ont été réalisés et réceptionnés.
- ✓ 180 dossiers réorientés
- ✓ 201 dossiers annulés
- ✓ 31 chantiers en cours de réalisation au 31 décembre 2014
- ✓ 7 chantiers en attente d'ouverture au 31 décembre 2014

En définitive, ce sont plus de 73% des familles diagnostiqués qui ont pu bénéficier d'une subvention d'aide à l'amélioration de l'habitat, et plus de 96% des subventions qui ont été transformés en chantiers et livrés sur l'exercice 2014.

➢ Les subventions :

Au 31 décembre 2014, ce sont 772 subventions attribuées pour un montant d'investissement de 8 021 699 € ; ce qui représente un montant moyen de travaux par dossier de 10 375 €.

➢ La gestion des agréments des entreprises :

Au cours de l'année 2014, ce sont 203 entreprises qui ont été agrées par la SPLAR au titre de l'amélioration de l'Habitat.

Ces entreprises interviennent sur des corps de métiers différents (confère détail ci-dessous), mais la moitié d'entre eux ont pu être agréées en tout corps d'état, ce qui leur permet d'intervenir plus aisément en amélioration de l'amélioration, du fait de la nature des travaux à entreprendre par dossier.

- ✓ 103 entreprises tous corps d'état, soit 51%
- ✓ 29 entreprises d'électricité, soit 14%
- ✓ 32 entreprises de maçonnerie, soit 16%
- ✓ 22 entreprises de menuiserie, soit 10%
- ✓ 7 entreprises de peinture, soit 4%
- ✓ 7 entreprises de plomberie, soit 3%
- ✓ 1 entreprise de toiture, soit 1%

◦ L'ACTIVITE GRANDS PROJETS : LES MANDATS

L'année 2014 a permis la poursuite de 13 opérations en mandat pour le compte du Conseil Général (6), de la Commune de St André (5), de la Commune de St Leu (1) ainsi que de la Commune du Port (1), avec comme fait marquant, principalement le lancement en phase travaux des 3 opérations suivantes :

- o Les réhabilitations du complexe sportif, du gymnase ainsi que des plateaux noirs de 1000 Roches, pour le compte de St André,
- o la réalisation de la piscine de St Leu pour le compte de la Commune, avec un démarrage dès le début 2014 ;

Compte tenu de cet avancement, les investissements réalisés en 2014 pour le compte des Collectivités mandantes représentent un montant de 4 265 009 € TTC.

TROISIEME PARTIE :

PERSPECTIVES

◦ L'AMELIORATION DE L'HABITAT

La convention de prestations intégrées au titre de l'amélioration de l'Habitat a été renouvelée pour une période de 2 ans de 2014 à 2015.

La poursuite de cette activité sur 2015 se déclinera au regard d'un objectif opérationnel de 650 livraisons à réaliser sur l'année.

Par ailleurs, nous devrons travailler avec la Direction de l'Habitat pour le renouvellement de notre convention de prestations au-delà de 2015.

Enfin, le projet de mise en place d'une régie travaux, à la demande de notre donneur d'ordre, le Conseil Départemental, devrait voir le jour, pour des demandes d'améliorations urgentes, à réaliser directement par la SPLAR.

◦ L'ACTIVITE MANDAT

L'année 2015 aura comme objectifs principaux la bonne mise en œuvre des missions suivantes :

- Le lancement en phase travaux de nos premières casernes, le SDIS des Avirons et le SDIS de St André, correspondant également au lancement en travaux des premières opérations entièrement pilotées depuis le début des études par la SPLAR ;
- La livraison de nos premiers mandats, avec la fin prévisible des travaux de réhabilitation du complexe sportif SARDA GARRIGA et du complexe sportif de la Cressonnière à St André.

◦ LES AUTRES SECTEURS DE DEVELOPPEMENT

La société poursuivra ses efforts pour consolider sur 2015, ses différentes activités. Plusieurs projets sont actuellement en cours de négociation avec nos Actionnaires, notamment dans le cadre de la mise aux normes de bâtiments en matière d'accessibilité.

Enfin, 2015 verra également le jour d'une nouvelle mission 'Environnement' confié par le Conseil Départemental à la SPLAR. Cette mission consistera à entretenir et valoriser une partie des sites forestiers du domaine départemental ou départemento-domanial.

Elle représente un développement majeur des activités de la SPLAR, avec une quote-part de 57 % du budget global 2015 et la mise en œuvre de 36 nouveaux contrats de travail.

QUATRIEME PARTIE :

ANNEXES

TABLEAU DES RESULTATS DES 5 DERNIERS EXERCICES

(Article R. 225-102 du Code de Commerce)

	2010	2011	2012	2013	2014
durée de l'exercice (en mois)			8	12	12
Montant en €					
Capital en fin d'exercice					
Capital social			750 000	1 140 000	1 140 000
Nombre d'actions			7 500	11 400	11 400
Opérations & Résultat					
Chiffre d'affaires HT			128 178	1 202 313	1 643 560
Résultat avt impôts, participation, dot.aux amortissements, dépréciations & provisions			-168 058	453 492	534 515
Impôts sur les bénéfices			-	90 554	168 510
Participation des salariés			-	-	-
Résultat après impôts, participation, dot.aux amortissements, dépréciations & provisions			-171 693	344 643	343 493
Résultat distribué			-	-	-
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation, avt dot.aux amortissements, dépréciations & provisions			- 22	32	32
Résultat après impôts, participation, dot.aux amortissements, dépréciations & provisions			- 23	30	30
Dividende distribué			-	-	-
Personnel					
Effectif moyen des salariés			5	10	14
Montant de la masse salariale			164 182	411 615	589 078
Montant des sommes versées en avantages sociaux			52 358	110 958	159 307
Chiffres clés de la production					
Nombre de réception de chantiers d'amélioration			84	569	742
nombre d'opérations (hors prestation amélioration)			4	11	14
Investissemment réalisé TTC en mandat			5 474	82 409	4 265 009

LISTE DES MANDATS OU FONCTIONS EXERCEES PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX

(Article L125-102-1 du Code de Commerce)

ADMINISTRATEURS	MANDATS
Madame Nassimah DINDAR Représentant le Conseil Général de la Réunion	Présidente de la SIDR Administrateur de la SEMATRA
Monsieur Jean Claude MELIN Représentant le Conseil Général de la Réunion	Néant
Monsieur Emmanuel HOARAU Représentant le Conseil Général de la Réunion	Président de la SOTRADER Membre du CA de la SHLMR
Monsieur Robert NATIVEL Représentant le Conseil Général de la Réunion	Administrateur de la SEDRE
Monsieur Daniel HUET Représentant le Conseil Général de la Réunion	Administrateur de la SEMAC Administrateur de la SPL EST REUNION
Madame Jacqueline SILOTIA Représentant le Conseil Général de la Réunion	Néant
Madame Isabelle POUDROUX Représentant le Conseil Général de la Réunion	Néant
Monsieur Henry HIPPOLYTE Représentant le Conseil Général de la Réunion	Non communiqué
Monsieur Thierry ROBERT *Représentant la Commune de Saint Leu* *(jusqu'au 24 avril 2014)*	Associé de la SARL ROBERT PROMOTION Gérant Associé de la SARL Conctruction et Location Océan Indien (CLOI) Associé de la SARL ROBERT IMMOBILIER Gérant Associé de la SCI DE L'AVENIR Gérant Associé de la SCI LE SAINT ETIENNE Gérant Associé de la SCI LE CLOS DE L'ENTRE DEUX Associé de l'EURL ILE DE LA REUNION INVESTISSEMENT Gérant Associé de la SCI ROTHIM Gérant Associé de L'EURL DIOI Associé de la SARL SESAME IMMOBILIER Gérant de la SCI HIBISCUS Gérant de la SCI LES FRANGIPANES 1 Gérant de la SCI LES FRANGIPANES 2 Dirigeant d'une SOCIETE EN NOM PERSONNEL ROBERT THIERRY Administrateur de la SPLA MARAINA Gérant Associé de la SARL SRCL Gérant Associé de la SARL H2E Associé SARL Les Cases Créoles Associé SARL SIDB Associé SERL ZTOI
Monsieur Bruno DOMEN Représentant la Commune de Saint Leu (à partir du 24 avril 2014)	Gérant de la SCI DOMEN FRERES
Monsieur Jean Claude FRUTEAU Représentant la Commune de Saint Benoit (jusqu'au 18 avril 2014)	Président du Conseil de Surveillance du GHER Administrateur et Président de la Semac Administrateur de la SPL EST REUNION

LISTE DES MANDATS OU FONCTIONS EXERCEES PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX

(Article L125-102-1 du Code de Commerce)

ADMINISTRATEURS	MANDATS
Monsieur Didier VIDOT Représentant la Commune de Saint Benoit (à partir du 18 avril 2014)	Néant
Monsieur Michel DENNEMONT Représentant la Commune des Avirons	Président de la SEMIR Administrateur de la SPLA Grand Sud
Monsieur Eric FRUTEAU Représentant la Commune de Saint André (jusqu'au 30 avril 2014)	Non communiqué
Monsieur Fabrice BOUCHER Représentant la Commune de Saint André (à partir du 30 avril 2014)	Néant
Madame Viviane MALET Représentant de la Région Réunion (jusqu'au 23/06/2014)	Administrateur de la SPL MARAINA Administrateur de la SEMITTEL Administrateur de la SPL ENERGIES REUNION (jusqu'au 23/06/2014) Administrateur de la SEM Marché de Gros de St Pierre
Monsieur Dominique FOURNEL Représentant de la Région Réunion (à partir du 17/10/2014)	Administrateur de la SEDRE Administrateur de la SEMATRA Administrateur de la SEM NEXA
Madame Anise JULIE Représentant la Commune de la Possession (jusqu'au 16 avril 2014)	Administrateur de la SEMADER
Monsieur Laurent BRENNUS Représentant la Commune de la Possession (du 16 avril au jusqu'au 13/09/2014)	Néant
Madame Jacqueline LAURET Représentant la Commune de la Possession (à partir du 13/09/2014)	Néant
Monsieur Jean Stéphano DIJOUX Représentant la Commune de Saint Pierre (jusqu'au 15 avril 2014)	Néant
Madame Denise HOARAU Représentant la Commune de Saint Pierre (à partir du 15 avril 2014)	Administrateur et Vice Présidente de la SEMITEL Administrateur SEMRRE Administrateur SPLA GRAND SUD
Monsieur Danio RICQUEBOURG Représentant la Commune du Port (jusqu'au 06 mai 2014)	Néant
Madame Karine MOUNIEN Représentant de la Commune du Port (à partir du 06 mai 2014)	Néant

SPL
Autour Réunion

TABLEAU du solde des dettes FOURNISSEURS au 31/12/2014 par date d'échéance

(Article L441-6-1 du Code de Commerce)

Montant total TTC en €	< 30 jours		de 30 à 60 jours		> 60 jours		Total TTC	
	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Dettes à échoir*	662 401	28 717	-	-	-	-	662 401	28 717
Dettes échues**	883 794	-	476 326	-		-	1 360 120	-
Montant total TTC	1 546 195	28 717	476 326	-	-	-	2 022 521	28 717

* Dettes dont le terme du paiement est postérieur à la clôture

* *Dettes dont le terme du paiement est antérieur à la clôture